

2.5. Annexe 1



RAPPORT FORUM ECONOMIQUE EN MARGE DU CINQUIEME SOMMET DES CHEFS D'ETATS DE LA COI



COI - V^{ème} SOMMET 2025
24 AVRIL - ANTANANARIVO
MADAGASCAR



I. CONTEXTE

Dans le cadre du V^e Sommet des Chefs d'État de la Commission de l'Océan Indien (COI), qui s'est tenu le 24 avril 2025 à Antananarivo, Madagascar, les pays membres de la COI ont inscrit la « Sécurité et souveraineté alimentaire pour le développement du marché de l'Indianocéanie » comme thématique principal et enjeu stratégique au cœur de leur agenda politique et économique.

La Commission de l'Océan Indien (COI), établie en 1984, est une organisation intergouvernementale regroupant cinq États membres : l'Union des Comores, la France (La Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de promouvoir la coopération régionale dans divers domaines, notamment la stabilité et la sécurité, l'intégration économique, la préservation de l'environnement, la santé et la culture.

Toutefois, malgré un potentiel économique significatif, les échanges commerciaux intra-régionaux au sein de la COI demeuraient limités (moins de 5 % des échanges). Cette situation est justifiée par plusieurs facteurs, entre autres les infrastructures de transport insuffisantes, les barrières tarifaires et non tarifaires, et une harmonisation réglementaire incomplète.

Pour remédier à ces principaux défis et dynamiser la coopération économique régionale, la COI a initié plusieurs programmes, tels que le projet METISS, achevé en 2021, qui avait permis la construction d'un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud. Ce projet visait à renforcer la connectivité numérique entre les îles et à stimuler les échanges économiques.

Face à ces constats, la partie malagasy, sous la coordination de la Présidence de la République de Madagascar et du Ministère des Affaires Étrangères (MAE), a pris la décision de structurer et de renforcer les événements économiques en marge du Sommet, en organisant un Business Forum Régional le 24 avril 2025 à Antananarivo – coordonné et co-organisé par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) et ce, afin de favoriser une convergence des intérêts économiques et de donner un nouvel élan aux échanges intra-COI à travers des échanges stratégiques, des présentations d'opportunités d'investissement et des rencontres B2B.

Le forum a réuni diverses délégations des îles membres, incluant des représentants d'agences de promotion des investissements telles que le Seychelles Investment Board (SIB) et La Réunion Développement, ainsi que des organisations patronales comme l'Union de Chambres des Commerce et d'Industrie des Comores (UCCIA) et le MEDEF Réunion. Ces participants ont eu l'occasion de discuter des besoins émergents du secteur privé dans des domaines identifiés comme prioritaires, tels que l'économie bleue, l'agro-industrie, les énergies renouvelables et le tourisme durable.

L'un des moments clés du Forum a également été la restitution des résolutions du CEO Summit 2024 dans sa première édition, lesquelles ont servi de base de discussions et d'échanges pour guider les engagements et actions régionales à mettre en œuvre. En outre, la signature d'accords stratégiques, incluant la déclaration commune pour la mise en place de l'Association Régionale des Agences de Promotion des Investissements de l'Océan Indien (ARAPI-OI), avait permis de structurer un cadre de collaboration inter-îles pour promouvoir et faciliter les investissements.

En consolidant les efforts des États et du secteur privé, le Business Forum Régional s'est imposé comme un jalon décisif dans la construction d'un espace économique intégré, où les complémentarités entre les pays membres peuvent être pleinement exploitées pour stimuler les partenariats économiques (investissement et commerce) au sein de la COI. Il a été un levier moteur ayant permis de mobiliser les acteurs économiques, en présence des autorités politiques de Madagascar, autour des objectifs de souveraineté alimentaire et de développement régional, en favorisant la création de marchés intégrés, la réduction des dépendances extérieures, la promotion des modèles de co-investissements intra-région et la stimulation d'une croissance économique inclusive et durable.

II. OBJECTIFS

Le Business Forum Régional, organisé en marge du Sommet des Chefs d'État de la Commission de l'Océan Indien (COI), vise à renforcer l'intégration économique régionale, à travers le renforcement des échanges économiques (Commerce et investissements) en créant un cadre structuré d'échanges entre les acteurs publics et privés des pays membres. L'ambition est d'accélérer la mise en place de solutions concrètes pour améliorer l'attractivité des investissements intra-régionaux, en s'appuyant sur des engagements institutionnels et des initiatives sectorielles à fort impact.

Cet événement a également pour finalité d'institutionnaliser un dialogue économique durable entre les gouvernements, les agences de promotion des investissements (API) des îles de l'Océan indien, et le secteur privé, afin d'engager des actions tangibles en faveur de la facilitation des affaires, de l'optimisation des flux d'investissements et du développement de projets inter-îles structurants.

En ce sens, les objectifs spécifiques du Forum sont de :

- Présenter des opportunités d'investissement ciblées
- Transformer les recommandations du CEO Summit 2024 en engagements opérationnels
- Faciliter des rencontres B2B et favoriser la conclusion de partenariats commerciaux
- Structurer une plateforme régionale de promotion des investissements à travers la déclaration commune pour la mise en place de l'Association régionale des API de l'OI

Dans une optique pragmatique, à court et moyen terme, le Business Forum Régional ne se limite pas à un cadre de discussions, mais s'articule autour d'engagements concrets, structurés autour de résultats mesurables :

- Augmentation du volume d'investissements intrarégionaux à travers des pistes de partenariats entre les îles de la Zone Océan Indien
- Identification et validation de projets bancables, avec des financements potentiels à mobiliser ou à sécuriser
- Mise en place effective de l'API-OI, avec une structure de gouvernance définie et un plan d'actions opérationnel.
- Suivi post-événement structuré, avec des indicateurs précis pour mesurer l'impact des engagements pris et assurer la pérennité des initiatives économiques intra-COI.

Par cette approche axée sur l'efficacité et la transformation des opportunités en actions concrètes, le Business Forum Régional s'impose comme un catalyseur du renforcement de l'intégration économique régionale, en alignant les stratégies nationales et les ambitions collectives des pays membres de la COI.

III. DEROULEMENT DU FORUM

Le Business Forum Économique s'est déroulé l'après-midi du 24 avril au CCI Ivato, ayant noté une large participation des acteurs clés du secteur public et privé, des partenaires techniques et financiers ainsi que des chargés de mission du secrétariat général de la COI.

Deux tables rondes thématiques ont été organisées, portant sur les échanges économiques interrégionaux d'une part, et la transformation agricole comme moteur de souveraineté alimentaire, d'autre part. Une forte participation des opérateurs économiques est à souligner.

Ce fut également une opportunité pour chacune des Agences de Promotion des Investissements des pays membres de la COI présentes au Sommet, notamment l'ANPI des Comores, la Réunion Développement, Seychelles Investment Board et EDB Madagascar de partager les besoins en importation respectives tout autant que les opportunités d'investissement dans chacune des îles.

III-1 SESSIONS EN PLENIERE

- Lors de son allocution d'ouverture, **Madame Hanitra RAZAKABOANA, Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Fonction Publique de Madagascar**, a conforté l'importance cruciale du Forum Économique Régional en tant qu'étape clé vers la souveraineté alimentaire et l'intégration économique de la zone COI. Face à une forte dépendance alimentaire extérieure, le forum appelle à mobiliser le secteur privé autour d'actions concrètes : co-investissements, harmonisation des échanges, structuration de chaînes de valeur régionales. Madagascar s'engage à créer un cadre attractif pour les entreprises, afin de bâtir une région plus résiliente, prospère et solidaire.
Le Forum Économique Régional a également été honoré de la présence du **Ministre des Transports et de la Météorologie, Monsieur Valery Ramonjavelo**, ainsi que celle de la **Secrétaire d'État en charge de la Souveraineté alimentaire, Tahian'ny Avo Razanamahefa**.
- **Monsieur Joël RANDRIAMANDRATO, Président du Conseil d'Administration de l'EDBM**, s'est félicité de la tenue de ce Forum Économique Régional, qui illustre une volonté partagée des États et acteurs économiques de la zone Océan Indien de progresser ensemble vers une intégration régionale plus forte. Il a salué l'engagement des partenaires publics et privés dans cette dynamique, rappelant que l'investissement régional est un levier puissant pour le développement durable et la souveraineté économique des territoires insulaires.
- **Monsieur Pascal PLANTE, Président de La Réunion Développement**, a insisté sur le potentiel de complémentarité entre les économies insulaires de la région. Il a appelé à davantage de synergies entre les structures de développement économique, en mettant l'accent sur la mise en réseau des entreprises, la mutualisation des ressources, et la création de projets structurants transfrontaliers.

- **Monsieur Raj MOHABEER, représentant du Secrétariat Général de la COI**, a salué les efforts déployés pour renforcer la coopération régionale et a réaffirmé la volonté de la COI d'accompagner les États membres dans la concrétisation d'une intégration économique effective.
- **Monsieur Tiana RASAMIMANANA, Président du Syndicat des Industries de Madagascar**, a ensuite partagé les résolutions issues du CEO Summit tenu en décembre 2024 : La création d'une plateforme de marque ombrelle pour l'Océan Indien, la facilitation des échanges intrarégionaux, l'institution dans les 5 pays de la zone Océan Indien de la sécurité alimentaire et de l'alimentation durable comme grande priorité régionale, l'émancipation des femmes dans l'Océan Indien et la pérennisation des éditions du CEO Summit pour davantage consolider les avancées vers l'intégration régionale.

Les API des Comores, de Madagascar, des Seychelles et de La Réunion ont présenté les opportunités concrètes d'investissement dans leurs territoires respectifs.

- **Monsieur Ahmed CHAMSODINE, Président de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie des Comores, représentant l'ANPI Comores**, a mis en lumière le Plan Comores Émergent (PCE), qui vise à transformer les Comores en un acteur économique de poids dans la zone. Il a notamment évoqué les secteurs porteurs tels que le tourisme, l'économie bleue, les infrastructures et l'agriculture, tout en rappelant les réformes institutionnelles et les incitations fiscales mises en place pour sécuriser les investissements.
- **Madame Josiella RAFIDY, Directrice Générale de l'EDBM Madagascar**, a présenté le branding Choose Madagascar, centré sur la promotion des investissements dans plusieurs secteurs clés comme l'agriculture, l'énergie renouvelable, le tourisme, le textile et les infrastructures et ce, à travers un guichet unique, des réformes administratives ambitieuses, et une politique proactive d'attraction des investisseurs.
- **Madame Anne ROSETTE, CEO du Seychelles Investment Board**, a pour sa part mis en avant la vision seychelloise d'un hub d'investissement global, fondé sur la diversification économique, la transition écologique et l'innovation technologique.
- **Monsieur Pascal PLANTE, Président de La Réunion Développement**, est revenu sur les initiatives menées à La Réunion pour soutenir l'ouverture régionale, renforcer les coopérations inter-îles et favoriser l'émergence d'écosystèmes entrepreneuriaux connectés et durables.

Les présentations sont en annexe du présent rapport.

III-2 TENUE DE DEUX TABLES RONDES THEMATIQUES

Deux tables rondes portant sur des thématiques majeures de préoccupation commune aux Iles de l'Océan Indien ont été organisées durant le Forum. Elles ont permis de partager un état des lieux respectif sur les sujets identifiés, et surtout de formuler des recommandations et des pistes de collaboration plus structurées entre les îles, lesquelles seront soumises aux autorités supérieures compétentes, à travers le secrétariat général de la COI.

➤ **Table ronde n°1 – ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE INTRA-RÉGIONAUX :
VERS UNE MEILLEURE FLUIDITE ET COMPETITIVITE REGIONALE RENFORCEE**

Modérateur : Madame Josielle RAFIDY, Directeur Général de l'EDBM

Co-Modérateur : Monsieur Raj MOHABEER, Représentant du Secrétariat Général de la COI

Participants :

NOM	ENTITE	FONCTION
SECTEUR PUBLIC		
Valery RAMONJAVELO	Ministère des Transports et de la Météorologie (MTM) – Madagascar	Ministre
Joël RANDRIAMANDRANTO	EDBM (Economic Development Board of Madagascar)	PCA
Josielle RAFIDY	EDBM (Economic Development Board of Madagascar)	Directeur Général
Isidore RAZANAKOTO	Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) – Madagascar	Directeur Général du Commerce
Raj MOHABEER	COI (Commission de l'Océan Indien)	Chargé de Mission - Secrétariat Général de la COI
Pascal PLANTE	La Réunion Développement	Président
ROSETTE Anne	SEYCHELLES INVESTMENT BOARD	CEO
SECTEUR PRIVE		
Tiana RASAMIMANANA	SIM (Syndicat des Industries de Madagascar)	Président
Dominique VALEGRESY	Club Export	Président
Jean Paul RAZAFINMANANTSOA	GASYNET	Représentant
Thierry JEANDET	MSC	Directeur Général
Frédéric GRIVEL	CMA-CGM	Directeur Cluster Océan Indien
Regis MOREAU	MAFI	Directeur Général
Eric RANDRASANA	GPCAD (Groupement Professionnel des Commissionnaires Agréés en Douanes et Transitaires)	Président
Johanne RAHARINOSY	CCIFM (CCI France - Madagascar)	Président de Groupement

NOM	ENTITE	FONCTION
Fiona MORIN	FOM (Fikambanan'ny Orinasa Malagasy)	Président de Groupement
Virginie LAURET	Cap Business OI	Directeur Général
Jonathan RANJATOELINA	GEM (Groupement des Entreprises de Madagascar)	Président de la commission développement des échanges économiques

La première table ronde du Business Forum Économique s'est articulée autour de l'intégration économique régionale, une ambition portée de longue date par la Commission de l'Océan Indien (COI), mais qui nécessite encore aujourd'hui une volonté politique accrue, un dialogue public-privé efficace et une action coordonnée entre les territoires insulaires. Cette première table ronde a mis l'accent sur la nécessité d'une meilleure fluidité des échanges entre les pays membres de la COI.

Les échanges ont permis de mettre l'accent sur la levée des barrières non tarifaires, la réciprocité des visas, la connectivité régionale, ainsi que la création d'outils communs comme une base de données inter-îles. L'objectif est clair : poser les fondations d'un marché régional intégré, dynamique et compétitif.

Les interventions ont mis en lumière un constat partagé : malgré la proximité géographique et les complémentarités économiques entre les pays membres, les échanges restent encore trop faibles, entravés par des obstacles logistiques, administratifs et politiques. Une dynamique de convergence est donc essentielle pour libérer le potentiel de la région et positionner l'Indianocéanie comme un espace économique intégré, résilient et attractif.

❖ **Axe 1 : Identification des opportunités régionales pour stimuler le commerce intra-COI**

Les participants ont souligné l'importance de partir d'un diagnostic partagé des besoins des États membres. L'objectif principal était de cartographier les besoins en biens et services dans chaque pays membre de la COI, d'identifier les filières stratégiques à potentiel et d'analyser les enjeux logistiques qui y sont associés.

Les études existantes, notamment celles produites par *CAP Business OI* ainsi que les Agences de Promotion des Investissements (API) des pays membres, ont été mobilisées pour éclairer les échanges.

Parmi les **filières à fort potentiel**, les suivantes ont été identifiées et seront ainsi priorisées :

- **Maïs et soja**, indispensables au développement de l'agro-industrie ;
- **Blé**, dont les besoins croissants justifient une coordination régionale ;
- **Manioc**, culture de base dans plusieurs territoires ;
- **Riz**, produit stratégique notamment pour Madagascar ;
- **Sucre**, en lien avec les capacités régionales de production et de transformation.

❖ **Axe 2 : Obstacles limitant la fluidité commerciale intra-COI**

Malgré l'existence de ces opportunités, plusieurs contraintes structurelles freinent le développement des échanges économiques régionaux.

Sur le plan des infrastructures, le déficit en routes, chemins de fer, et équipements portuaires freine la circulation des marchandises.

Le transport maritime reste particulièrement problématique : les faibles fréquences, les délais longs (par exemple, un acheminement Madagascar–Seychelles peut prendre plus de 60 jours hors Tamatave), ainsi que le surcoût lié au retour des navires à vide pénalisent la compétitivité des produits régionaux, en comparaison avec l'Asie ou l'Europe.

En matière de mobilité des personnes, un manque de réciprocité dans la libre circulation des opérateurs économiques a été observé. Des disparités persistent selon les destinations, notamment entre Maurice et la Réunion, comparé à Madagascar et la Réunion.

❖ **Axe 3 : Pistes de solutions et leviers de coopération**

Plusieurs axes de solutions ont été proposés pour lever les freins identifiés et renforcer l'intégration régionale :

a) Gouvernance et coopération institutionnelle

- Création d'une association régionale des API chargée de piloter une feuille de route commune, intégrant à la fois les intérêts partagés et les orientations politiques locales ;
- Renforcement des liens entre les API, le secteur privé et les décideurs politiques ;
- Redynamisation des actions de Cap Business Océan indien et mise en application effective des conventions existantes.

b) Initiatives structurantes

- Mise en place d'une zone pilote d'intégration économique, localisation à déterminer, avec des activités intégrées allant de la production agricole à la logistique ;
- Cette zone servirait de laboratoire pour tester une véritable zone économique régionale intégrée.

c) Logistique et transport

- Réduction des freins logistiques via des dialogues publics-privés nationaux et régionaux (DPP) progressifs ;
- Développement d'un système de cabotage régional entre les îles ;
- Mise en place d'une compagnie de transport régional intégrée (aérien et maritime) pour relier efficacement les pays de la COI.

d) Facilitation douanière

- Exemples de bonnes pratiques à répliquer, comme l'expérience de Tamatave à travers des DPP ;
- Création de comités douaniers avec plans d'action chiffrés et des calendriers d'exécution ;
- Adoption de systèmes comme le "*single entry system*" et la digitalisation des formalités douanières, à l'image des Seychelles.

e) Normalisation et visibilité régionale

- Élaboration de normes régionales de qualité sur les produits échangés ;
- Création d'un « *Label INDIAN OCEAN* » pour valoriser les produits phares de la région.

f) Mobilité des professionnels

- Instauration d'un « *Visa Business Océan Indien* », avec appui des Chambres de Commerce, pour faciliter les déplacements des chefs d'entreprise tout en garantissant leur crédibilité.

❖ Proposition de feuille de route méthodologique

Les travaux ont abouti à une proposition de feuille de route guidée par quatre grands principes méthodologiques :

- **Priorisation** : se concentrer sur un nombre restreint d'objectifs atteignables à court terme ;
- **Progressivité** : adopter une logique de résolution progressive des obstacles, en lien avec les avancées sur le terrain ;
- **Point de départ stratégique** : lancer en priorité la mise en place et l'opérationnalisation de l'association régionale des API pour permettre un cadre de dialogue continu au niveau régional ;
- **Recherche d'intérêts communs** : ancrer les actions dans des réalités politiques partagées, pour garantir leur durabilité.

➤ **Table ronde n°2 – TRANSFORMATION AGRICOLE DANS L'OCEAN INDIEN :
MOTEURS DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET D'INTEGRATION PRODUCTIVE**

Modérateur : Monsieur Rivo ANDRIAMANALINA, Président de ARBiochem, Président du Conseil National de l'Industrialisation de Madagascar (CNIM), Président de l'Association Agro-Industrie de Madagascar (AIM)

Liste des participants

NOM	ENTITE	POSTE
SECTEUR PUBLIC		
Tahian'Ny Avo RAZANAMAHEFA	Secrétariat d'Etat en charge de la Souveraineté Alimentaire (SESA) - Madagascar	Ministre
Harivony RAMANANJANAHARY	Secrétariat d'Etat en charge de la Souveraineté Alimentaire (SESA) - Madagascar	Secrétaire Général
Gina BONNE	COI (Commission de l'Océan Indien)	Chargée de mission - Secrétariat Général de la COI
Nainanirina RAZAFINDRAZAKA	Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) – Madagascar	Directeur Général de l'Industrialisation
Anouchka RAZAKANDISA	Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) – Madagascar	Conseiller Technique
Alain RANDRIANARIVELO	EDBM (Economic Development Board of Madagascar)	Investment Manager Agribusiness
PARTENAIRES		
Volatiana RAKOTONDRAZAFY	ONUDI	Représentant Résident
Thierry RANDRIARILALA	FAO	Better Production Coordinator
Aina Ravaka ANDRIAMIFIDY	Projet Pôle Intégré de Croissance (PIC)	Responsable National Volet Agribusiness
Irina RABARIJOHN	International Finance Corporation (IFC)	Operations Analyst
SECTEUR PRIVE		
Rivo ANDRIAMANALINA	ArbioChem Group	Président
Didier FAUCHARD	MEDEF Réunion	Président
Ina KADIATOU	AFG (Banque)	Directeur Général
Rivo RAKOTONDRASANJY	FIVMPAMA (Fikambanan'ny Mpandraharaha Malagasy)	Président de Groupement
Ndrianjafy RAMARIJAONA	FIOVA (Fikambanan'ny Orinasana eto Vakinankaratra)	Président
Malala RABENORO	SOAFIARY	Directeur Général

NOM	ENTITE	POSTE
Nathalie IHARANTSO	AQUAFOOD	Directeur Général
Serge RAJAobelina	SAHANALA	Président du Conseil d'Administration
Matthieu SEGUIN	STAR	Directeur Général
Hery RAMBOATIANA	SYMABIO	Président
Zo FANOMEZANA	Groupe AIM (Agro-Industrie de Madagascar)	Directrice Exécutive
Faly RASAMIMANANA	Faly Export	Directeur General

La seconde table ronde s'est focalisée sur la transformation agricole, levier stratégique pour une autonomie alimentaire partagée dans la région. Dans un contexte de dépendance accrue vis-à-vis des importations, exacerbé par les chocs exogènes (crises sanitaires, tensions géopolitiques, inflation mondiale), les États membres de la COI ont pris conscience de l'urgence d'une réponse collective, structurée et ambitieuse pour renforcer la résilience de leurs systèmes alimentaires.

La complémentarité des productions agricoles, la valorisation de la production régionale, la structuration de chaînes de valeur régionales, la fiscalité incitative et l'assouplissement des normes à l'exportation ont figuré parmi les priorités soulevées par les participants. À noter que Madagascar à elle seule compose plus de 90% des terres arables de la région. Les discussions ont souligné que seule une coopération technique, financière et politique renforcée pourra faire émerger une véritable souveraineté alimentaire à l'échelle régionale.

Cette session a donc permis aux parties prenantes régionales – autorités publiques, experts techniques, bailleurs de fonds, agences de promotion des investissements et représentants du secteur privé – de dresser un état des lieux commun, d'identifier les leviers de coopération et d'esquisser des pistes concrètes pour valoriser les complémentarités agricoles entre les îles.

Madagascar, qui concentre à elle seule plus de 90 % des terres arables de la région, a naturellement occupé une place stratégique dans les discussions, réaffirmant sa volonté de jouer un rôle de locomotive dans la dynamique de souveraineté alimentaire régionale.

❖ *Axe 1 : Identification des filières agricoles prioritaires à fort potentiel régional*

Objectif : Définir les opportunités d'investissement dans des filières porteuses, en s'appuyant sur les complémentarités économiques des îles, la souveraineté alimentaire et l'essor des marchés régionaux.

L'ouverture de la discussion a souligné une évidence partagée : les ressources agricoles de l'espace OI sont nombreuses, mais restent sous-exploitées. Tous les territoires insulaires disposent d'atouts spécifiques pouvant nourrir une stratégie collective de développement agro-industriel.

Les participants ont ainsi mis en évidence une série de filières à fort potentiel de transformation locale et de création de valeur, dans une logique d'ancrage territorial et de coopération régionale. Il a notamment été question de :

- Céréales stratégiques (riz, maïs, sorgho, soja)
- Fruits et légumes, frais ou transformés
- Grains secs
- Produits halieutiques
- Matières premières industrielles, comme le verre

Ces secteurs sont porteurs à la fois pour l'autosuffisance alimentaire et pour le développement d'industries de transformation compétitives dans la région. Plusieurs projets sont déjà prêts à être portés, cofinancés, et mis en réseau.

Une cartographie des acteurs clés, publics comme privés, a été esquissée à cette occasion :

- Le Secrétariat d'État chargé de la Sécurité Alimentaire (Madagascar) mène des actions ambitieuses en matière de riziculture, misant sur des techniques modernes et des semences améliorées.
- Le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce impulse la création de nouvelles zones d'investissement.
- Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pilote le Plan de Transformation Agricole de Madagascar.
- La Commission de l'Océan Indien (COI) joue un rôle de facilitateur, notamment pour favoriser les partenariats public-privé, promouvoir l'accès aux technologies et soutenir les dispositifs de formation.
- L'ONUDI appuie les projets industriels structurants, en mobilisant à la fois expertise et partenaires.
- Les Agences de Promotion des Investissements (API), telles que l'EDBM, sont appelées à jouer un rôle de trait d'union entre secteur public et privé.
- La FAO, via le programme PRESAN, peut accompagner la structuration de filières agricoles ciblées.
- Enfin, des solutions de financement sont disponibles à travers des institutions bancaires telles qu'AFG Banque ou BGFI, sous réserve d'une structuration claire des projets et des besoins du marché.

❖ Axe 2 : Résolution des obstacles à la transformation agricole dans l'espace COI

La deuxième partie de la table ronde a permis de dresser un état des lieux lucide mais porteur d'espoir. Le potentiel de transformation agricole dans la région est manifeste, mais il se heurte encore à de nombreuses contraintes. Celles-ci sont d'ordre technique, infrastructurel, institutionnel ou encore réglementaire.

L'objectif de cette table ronde était d'identifier les principaux freins techniques, logistiques et réglementaires, et les besoins d'investissements en infrastructures pour soutenir la transformation agricole.

Parmi les principaux défis soulevés, les participants ont mentionné :

- Une faible résilience des producteurs face aux effets du changement climatique ;

- Des modèles de paysannat inadaptés aux enjeux d'intensification et de commerce régional ;
- Une pression foncière accrue, combinée à des difficultés d'accès au foncier ;
- L'état critique des infrastructures routières, aéroportuaires et hydro-agricoles ;
- Une administration encore trop lente et rigide dans la gestion des formalités ;
- Un manque de visibilité sur les chaînes de valeur régionales ;
- Une absence de statistiques fiables pour calibrer les investissements ;
- Des déficits technologiques persistants (ex. : pas d'industrie de fabrication de verre sur certaines îles) ;
- Des normes mal appliquées ou non harmonisées, freinant la circulation des produits.

Ces freins appellent une réponse collective, structurée, et adaptée à la réalité de chaque île. Un soutien accru aux producteurs, une modernisation des infrastructures et une simplification administrative sont des leviers incontournables pour faire émerger une agriculture transformée, compétitive et connectée à l'échelle régionale.

❖ ***Axes 3 : Structuration d'une dynamique régionale pour porter une feuille de route commune***

Objectif : Faire émerger des propositions concrètes et concertées pour impulser une stratégie régionale d'investissement agro-industriel.

En dépit du format restreint de la table ronde, des messages clairs et des propositions tangibles ont été formulés. L'ambition affichée : aboutir à une feuille de route d'investissements agro-industriels cohérente et partagée, reposant sur une stratégie régionale ambitieuse.

Parmi les pistes d'action identifiées :

- Élaborer une stratégie régionale commune pour accroître la production agricole, favoriser la transformation locale et répondre à des débouchés clairement identifiés, aussi bien sur les marchés régionaux qu'internationaux.
- Hiérarchiser les besoins en infrastructures, en énergie, en financement, en accompagnement technique et en appui à la formalisation des acteurs.
- Renforcer la coopération entre les territoires, à travers la cartographie des complémentarités agricoles, la mutualisation des investissements et la capitalisation sur les programmes existants.
- Mettre en œuvre la Résolution n°3 du CEO Summit, appelant à cartographier les ressources et initiatives en faveur de la sécurité alimentaire dans l'espace COI.
- Alléger les contraintes à l'exportation, notamment par l'ouverture d'un chapitre phytosanitaire spécifique dans l'Accord de Partenariat Économique (APE).
- Créer une base de données régionale sur la production, la traçabilité et les échanges, via une plateforme interconnectée.
- Instaurer une structure régionale catalyseur, chargée de piloter la dynamique collective, assurer la cohérence stratégique et suivre la mise en œuvre de la feuille de route.
- Créer une plateforme régionale d'échange entre les acteurs privés et agricoles, tout en institutionnalisant le CEO Summit comme espace de concertation et de pilotage.

- Mettre en place un environnement propice aux investissements à travers des réformes, des mécanismes de soutien mutuel et des politiques favorables à la consommation intrarégionale.

Ces propositions constituent une première base, à consolider collectivement. La réunion opérationnelle du 28 juillet à la COI, en présence des API de la région, marquera une étape-clé pour aligner les outils, harmoniser les dispositifs et lancer concrètement la dynamique d'intégration agricole dans l'Océan Indien.

La table ronde n°2 a rassemblé des acteurs institutionnels, techniques et économiques de haut niveau, témoignant l'importance de la transformation agricole et de la souveraineté alimentaire au niveau régionale.

III-3 FAITS MARQUANTS DU FORUM

➤ Renforcement des relations – B to B

En marge des panels et présentations, une séance dédiée aux rencontres B to B a été organisée, offrant un espace privilégié d'échanges ciblés autour de projets d'investissement, de partenariats potentiels et de synergies économiques régionales. Cette session a permis aux participants de prolonger les discussions amorcées durant le Business Forum, d'identifier des partenaires stratégiques et d'explorer des pistes concrètes de collaboration.

Ces interactions directes ont également contribué à une meilleure compréhension des priorités d'investissement dans la zone COI, tant pour les acteurs du secteur public que pour ceux du secteur privé.

➤ Signature de la déclaration commune pour la création de l'Association des Agences de Promotion des Investissements (API) de la zone Océan Indien

Le forum s'est clôturé par un moment historique : la signature d'une déclaration commune portant création de l'Association des API des territoires membres de la COI, une association qui aura pour vocation de fédérer et de promouvoir les opportunités d'investissement et projets structurants inter-îles, de mutualiser les ressources et de positionner l'Indianocéanie comme une destination d'investissement cohérente et attractive.

La signature de ladite déclaration est un des moments forts du forum. En effet, une **Association régionale des Agences de Promotion des Investissements (API) de la zone Océan Indien**, est une première dans l'histoire de la coopération économique régionale. Portée par l'ANPI (Comores), La Réunion Développement (La Réunion), le Seychelles Investment Board (Seychelles) et l'EDBM (Madagascar), et impliquant également l'EDB Maurice, cette initiative vise à structurer un partenariat durable et stratégique entre les agences membres pour répondre collectivement aux défis communs d'attractivité, de compétitivité et de résilience économique, et contribuer ainsi au renforcement des échanges économiques de la zone.

À travers cette Association, les signataires s'engagent à :

- Mutualiser leurs ressources ;
- Partager les expertises et les bonnes pratiques en matière de développement des investissements ;
- Elaborer des stratégies communes de promotion de l'Indianocéanie en tant que destination d'investissement cohérente et attractive ;
- Mobiliser les parties prenantes publics et privés autour des enjeux de renforcement des échanges économiques (commerce et investissements) de la zone.

L'Association aura également pour mission de contribuer à la mise en œuvre des politiques régionales de développement, de renforcer les capacités techniques des API via des échanges institutionnels et des formations croisées, et de mobiliser l'appui de partenaires techniques et financiers pour soutenir les projets inter-îles structurants. Cette signature symbolise une volonté partagée de passer d'une coopération ponctuelle à une alliance organisée, résolument tournée vers l'action et le développement durable des économies insulaires.

IV. LITE DES PARTICIPANTS

Le Business Forum a réuni plus de 150 hauts représentants du secteur public et secteur privé des îles de l'Océan Indien, ainsi que des organisations internationales. La participation, soigneusement ciblée, visait à stimuler la coopération et l'investissement dans la région. Trois Ministres, accompagnés de leurs équipes, ainsi que les agences de promotion des investissements, des groupements patronaux et des entreprises issues de secteurs variés — agroalimentaire, finance, logistique, technologies — ont échangé dans un cadre favorisant le dialogue et l'émergence de projets structurants pour l'avenir de la coopération régionale.

Catégorie	Nom	Fonction / Titre	Organisation
Gouvernement et secteur public	Hanitra RAZAKABOANA	Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Fonction Publique (Madagascar)	
	Valery RAMONJAVELO	Ministre des Transports et de la Météorologie (Madagascar)	
	Tahian'Ny Avo RAZANAMAHEFA	Secrétaire d'État en charge de la Souveraineté Alimentaire (Madagascar)	Présidence
	Claude FANOHIZA	Secrétaire Général	Présidence
	Miadantsata I. RAKOTOARISOA	Secrétaire Général du Gouvernement	Primature
	Harivony RAMANANJANAHARY	Secrétaire Général	Secrétariat d'État à la Souveraineté Alimentaire
	Dr Florence ANDRIANAIVOHERY	Directeur de Cabinet	Ministère de l'Économie et des Finances
	Zafivanona LAINKANA	Directeur Général des Douanes	Ministère de l'Économie et des Finances

Catégorie	Nom	Fonction / Titre	Organisation
	Isidore RAZANAKOTO	Directeur Général du Commerce	Ministère de l'Industrialisation et du Commerce
	Nainanirina RAZAFINDRAZAKA	Directeur Général de l'Industrialisation	Ministère de l'Industrialisation et du Commerce
	Anouchka RAZAKANDISA	Conseiller Technique	Ministère de l'Industrialisation et du Commerce
	Antonio TALBOT	Directeur de l'Expansion Économique	Ministère des Affaires Étrangères
	Marc Auguste RAKOTOFIRINGA	Membre Unité PPP	Présidence
Organisations internationales et régionales	Volatiana RAKOTONDRAZAFY	Représentant Résident	ONUDI
	Gina BONNE	Chargée de mission	COI
	Raj MOHABEER	Chargé de mission	COI
	Thierry RANDRIARILALA	Better Production Coordinator	FAO
	Aina Ravaka ANDRIAMIFIDY	Responsable National Volet Agribusiness	Projet PIC
	Irina RABARIJOHN	Operations Analyst	International Finance Corporation
Agences de Promotion des Investissements Régionales	Ahmed CHAMSOUDINE	Président	UCCIA représentant l'ANPI Comores
	Anne ROSETTE	CEO	Seychelles Investment Board
	Joël RANDRIAMANDRANTO	Président du Conseil d'Administration	EDBM
	Josielle RAFIDY	Directeur Général	EDBM
	Pascal PLANTE	Président	La Réunion Développement
Groupements du secteur privé	Alliance des Patronats Francophones		
	Association Agro-Industrie de Madagascar (AIM)		
	Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar (CCIFM)		
	CTM		
	EFOI		
	FCCIM		
	FIOVA		
	FIVMPAMA		
	FOM		
	GEM		
	GEHEM		
	GFEM		
	GPCAD		
	MEDEF La Réunion		

Catégorie	Nom	Fonction / Titre	Organisation
	SEBTP		
	SIM		
	GAPCM		
	SYMABIO		
Entreprises du secteur privé	AFG - Secteur financier		
	Agrohelp - Agribusiness		
	AQUAFOOD – Agribusiness		
	Arbiochem Group – Agroindustrie		
	Assurances ARO – Secteur financier		
	BECOM – Evénementiel		
	BGFI Bank – Secteur financier		
	BIONEXX – Agribusiness		
	BNI – Secteur financier		
	BRED Banque Populaire Madagascar – Secteur financier		
	Café Mimiratra – Agribusiness		
	Cap Business OI – Organisation intermédiaire du secteur privé		
	Carrefour – Organisation intermédiaire du secteur privé		
	Chocolaterie 2A – Agribusiness		
	Chrono Colis – Distribution		
	Club Export – Organisation intermédiaire du secteur privé		
	CMA-CGM – Transport et transit maritime		
	CODAL – Agroindustrie		
	Concentrix – BPO		
	Faly Export – Agribusiness et Exportation		
	GASYNET – Services d'appui aux exportations		
	Gate Group Africa – Multiservices Internationaux		
	Groupe Andriantsitohaina – Agroindustrie et Industries chimiques		
	Groupe FILATEX – Infrastructures et Energies		
	Groupe HABIBO – Agroindustrie		
	HV – Agribusiness		
	HydroMado – Industries manufacturières		
	MAFI – Industries manufacturières		
	MSC – Transport et transit maritime		
	ORISA – Industries manufacturières		
	SAHANALA – Agroindustrie		
	SAYNA – Technologies et Innovations		
	SGS – Services		
	SOAFIARY – Agribusiness		
	SPAT – Services portuaires		
	STAR Madagascar – Agroindustrie		
	Teknet Group – TIC et numériques		

V. RETOUR EN IMAGES

➤ *Les allocutions d'ouverture et de présentation des résolutions du CEO Summit (1^{ère} édition)*



Hanitra Razakaboana, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique – discours d'ouverture du Business Forum



Raj Mohabeer, Chargé de Mission, COI



Hary Andriantefhasina, Vice-Président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM)



Tiana Rasamimanana, Président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), restituant les résolutions du CEO Summit



Participants du Business Forum



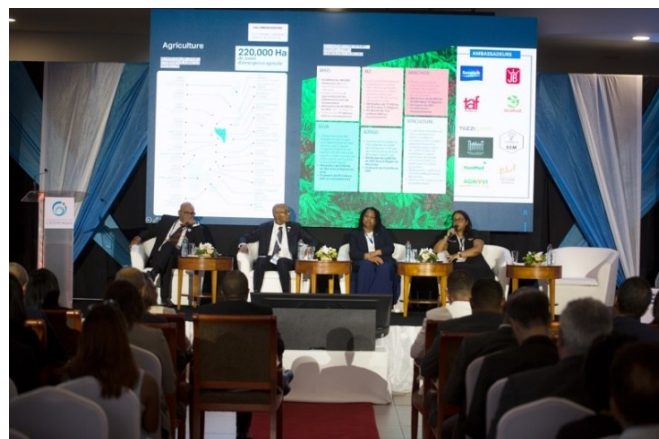
Participants du Business Forum

Le forum a été ouvert par Mme **Hanitra Razakaboana** (1^{ère} photo en haut à gauche), Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique et **Raj Mohabeer** (2^{ème} photo, en haut, à droite), qui a représenté le Secrétariat Général de la COI.

➤ Les discussions et présentations en plénières



Allocutions d'ouverture



Présentation des opportunités d'investissements par les Agences de Promotion des Investissements



Ahmed Chamsoudine, Président de l'Union des CCI des Comores et représentant le Directeur Général de l'ANPI Comores



Pascal Plante, Président de La Réunion Développement



Photo de groupe des officiels – cérémonie d'ouverture



Anne ROSETTE, CEO de Seychelles Development Board

Les représentants des 4 API présents (EDBM, ANPI Comores, Seychelles Development Board et La Réunion Développement) ont pu présenter les différentes opportunités d'affaires qu'offraient leur région respective.

➤ **Les participants aux deux tables rondes thématiques**



Participants : table ronde n°1



Tahin'ny Avo Razafimahefa, Secrétaire d'Etat en charge de la souveraineté alimentaire (Madagascar), lors de la table ronde n°2



Participants : table ronde n°1



Participants : table ronde n°2



Participant aux tables rondes : Régis Moreau, MAFI



Participants aux tables rondes : Johanne Raharinosy, Présidente de la CCIFM

Table ronde n°1 : « Echanges économiques et commerce intrarégionaux : vers une meilleure fluidité et compétitivité régionale » et Table ronde N°2 : « Transformation agricole dans l'océan indien : moteurs de souveraineté alimentaire et d'intégration productive ».

La cérémonie de clôture du forum et la restitution des tables rondes



Valery Ramonjavelo, Ministre des Transports et de la Météorologie (Madagascar)



Josielle Rafidy, Directeur Général de l'EDB Madagascar-
restitution de la table ronde n°1



Rivo Andriamanalina, Président AIM , restitution de la table
ronde n°2



Signature de la convention de partenariat entre les API
Régionaux pour le projet de création d'une Association
Régionale des Agences de Promotion des Investissements –
Océan Indien



Séance plénière du Business Forum

Le forum a été clôturé par **Monsieur Valery Ramonjavelo, Ministre des Transports et de la Météorologie de Madagascar**, après la présentation des synthèses des tables rondes par Madame Josielle Rafidy, DG de l'EDBM et Monsieur Rivo Andriamanalina, Président de l'AIM et du CNIM ; et la signature d'une convention de signature pour la création d'un API Océan Indien par les API de la zone de la COI.

VI. Conclusion et remerciements

Le Business Forum Économique organisé en marge du V^{ème} Sommet des Chefs d'État de la Commission de l'Océan Indien a marqué un tournant majeur dans la volonté commune des pays membres de la COI de franchir un nouveau cap vers une intégration économique régionale plus forte, plus inclusive et plus structurée. En réunissant quelques membres de décideurs politiques, les agences de promotion des investissements, les groupements du secteur privé et les opérateurs économiques, les partenaires internationaux ainsi qu'un large panel d'entrepreneurs, cet événement a démontré la pertinence d'une approche concertée et pragmatique face aux enjeux communs de l'espace Indianocéanie.

Les différentes sessions plénières, tables rondes thématiques et rencontres B2B ont permis non seulement d'identifier les opportunités concrètes d'investissement et de coopération, mais également de poser les bases d'un engagement régional renouvelé autour d'objectifs clairs : la souveraineté alimentaire, la fluidification des échanges commerciaux, la modernisation des infrastructures, la valorisation des complémentarités économiques entre les îles, et la structuration d'une plateforme commune de promotion des investissements.

L'un des temps forts de ce forum a été la signature de la Déclaration commune pour la création de l'Association des Agences de Promotion des Investissements de la zone Océan Indien (API-OI), qui symbolise l'émergence d'une dynamique collaborative durable et structurée. Ce nouvel outil régional incarne l'ambition des îles de parler d'une seule voix, de mutualiser leurs expertises, et de positionner l'espace COI comme une destination d'investissement cohérente, visible et compétitive à l'échelle internationale.

Au-delà des engagements formels, c'est aussi une dynamique de confiance, d'écoute mutuelle et de co-construction qui s'est installée. Le forum a permis de décroiser les approches, de faire dialoguer des acteurs aux priorités parfois différentes mais unis par une même volonté : construire ensemble un avenir économique plus résilient, durable et prospère pour les peuples de l'océan Indien.

Cette réussite n'aurait pas été possible sans l'engagement de toutes les parties prenantes. L'EDBM et le GEM adressent leurs sincères remerciements à :

- La Présidence de la République de Madagascar et le Ministère des Affaires Étrangères pour leur leadership dans l'organisation de cet événement structurant ;
- L'ensemble des Ministres, représentants des gouvernements et des institutions publiques qui ont porté des messages de vision et d'engagement ;
- L'équipe du secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien (COI), les directeurs et équipes des agences de promotion des investissements régionales, véritables artisans du rapprochement inter-îles ;
- Les modérateurs, intervenants et experts qui ont animé et enrichi les débats de manière éclairée et constructive ;
- Les partenaires internationaux, régionaux et financiers pour leur soutien et leur confiance renouvelée ;
- Et enfin, tous les participants, entreprises, investisseurs, groupements professionnels et logisticiens qui ont contribué au succès de ce forum par leur présence, leur énergie et leur professionnalisme.

REMERCIEMENTS AUX PARTENAIRES DU BUSINESS FORUM

